

L'existence d'un commissariat européen à la santé est essentielle pour la santé des européens

Santé mondiale 2030

Note à l'intention de l'Elysée, Juillet 2019

Le think tank « Santé mondiale 2030 » existe depuis octobre 2016. Il regroupe des personnalités impliquées dans la santé mondiale, comme Françoise Barré-Sinoussi, Paul Benkimoun, Michel Cot, Sana de Courcelles, François Dabis, Annabel Desgrées du Lou, Jean-François Delfraissy, Eric Fleutelot, Frédéric Goyet, Mathieu Lamiaux, Michel Kazatchkine, Marie-Paule Kieny, Lelio Marmora, Benoît Miribel, Olivier Nay, Louis Pizarro, Anna-Laura Ross. Stéphanie Tchiombiano en est la coordinatrice.

Les membres du groupe le sont à titre individuel et non au nom de leurs organisations respectives. Le présent document est le fruit d'un travail collectif au sein du groupe. Il n'engage en aucun cas, ni ne reflète l'opinion individuelle de chacun des membres.

Contact : santemondiale2030@gmail.com
www.santemondiale2030.fr
[@Sante2030](https://twitter.com/Sante2030)

Si l'organisation des services et des soins médicaux reste de la compétence des Etats membres, l'Union européenne a un rôle essentiel à jouer en matière de santé, pour renforcer les efforts déployés par les pays de l'Union européenne, proposer des dispositions législatives, faciliter l'échange de bonnes pratiques, mener des politiques communes de promotion de la santé et porter une voix européenne plus forte sur la scène internationale.

Un commissaire à la santé pour coordonner les politiques publiques en santé

Les populations européennes, et les français en particuliers, sont en attente d'une Europe qui protège leur santé, qui soit plus transparente, plus régulatrice et plus coercitive à l'égard de l'industrie pharmaceutique¹.

Si l'état de santé des populations européennes s'est globalement amélioré ces quinze dernières années, les **défis sanitaires qui nécessitent une approche coordonnée des États membres**, et sur lesquels il est possible d'avoir des résultats concrets à court terme sont nombreux et importants :

- Mettre en place des politiques coordonnées pour limiter les effets du **changement climatique, de la pollution** sur la santé. Il est notamment essentiel de renforcer la sécurité sanitaire et la veille sur l'impact sur la santé des différents toxiques chimiques ou physiques (perturbateurs endocriniens, pesticides, polluants liés à l'automobile, etc.).
- Mettre en place des stratégies globales et cohérentes de lutte contre les **facteurs de risques comportementaux** qui entraînent des maladies chroniques et des décès prématurés².
 - La lutte contre le **tabac** est une priorité : un tiers des européens continuent de fumer et les taux de tabagisme en Europe sont les plus élevés au monde) et les enjeux sont nombreux au niveau communautaire : traçabilité, paquets neutres, harmonisation fiscale et réduction des écarts de prix pour éviter les achats transfrontaliers de produits du tabac.
 - En trente ans, la prévalence de l'**obésité** a triplé dans de nombreux pays européens et la lutte contre l'obésité infantile passe notamment par l'application stricte des directives européennes en matière de marketing alimentaire à la télévision.
- Renforcer la coopération entre États membres sur la **couverture vaccinale**³. Si le nombre d'enfants vaccinés contre la rougeole n'a par exemple jamais été aussi important en Europe, les progrès ont été très inégaux d'un pays à l'autre, laissant sans protection un nombre croissant d'individus sensibles, et provoquant un nombre record de personnes atteintes du virus en 2018. L'absence d'harmonisation des calendriers vaccinaux, dans un contexte de circulation croissante au sein de l'union européenne, affaiblit inmanquablement les politiques nationales de vaccination, aussi efficaces soient-elles.
- Veiller au système européen de réglementation des médicaments, pour assurer aux patients de l'Union un accès à des médicaments efficaces, sûrs et de qualité. Le lobby des laboratoires pharmaceutique n'a jamais été aussi important⁴ et la commission santé doit veiller à ce que la défense d'intérêts privés ne prenne jamais le pas sur les objectifs de santé publique et l'intérêt des patients.

¹ Enquête CSA pour France Assos Santé, disponible [ici](#).

² Il est important de rappeler que, selon l'OMS, la tendance européenne est à la hausse pour les taux de surcharge pondérale et d'obésité, que les taux de tabagisme en Europe sont les plus élevés au monde et que, si les taux de consommation d'alcool baissent en Europe, ils restent cependant les plus élevés au monde.

³ Les taux de vaccination des enfants s'améliorent en général dans toute l'Europe. Cependant, des flambées de rougeole et de rubéole dans certains pays compromettent la capacité de la région à éliminer ces maladies.

⁴ Pour rappel, les secteurs de la pharmacie et de la chimie figurent parmi les lobbys les plus représentés à Bruxelles, et agissent explicitement et implicitement pour que soit supprimé ce commissariat.

- Mettre en place des politiques européennes pour mieux gérer les **ressources humaines en santé** au niveau européen (on pense notamment au nombre important de médecins et infirmiers qui quittent chaque année la Hongrie, la Roumanie ou la Lituanie pour d'autres pays européens afin d'améliorer leurs conditions de vie et de travail). La mise en place de politiques publiques efficaces au niveau des États-membres doit par exemple être pensée sur la base d'un véritable recensement des professionnels de santé formés au niveau européen.
- Surveiller et lutter contre les **maladies infectieuses**. Le monde est plus interconnecté que jamais et les épidémies de maladies infectieuses peuvent se propager d'un bout à l'autre du globe à une rapidité inédite. Il est notamment essentiel de coordonner les efforts pour lutter contre la **résistance aux anti microbiens** (notamment en matière de tuberculose).
- Combattre les **inégalités en santé**, facteurs de recul de la cohésion sociale, doit rester un objectif central. Il est non seulement essentiel de garantir au plus grand nombre l'accès aux soins et aux traitements innovants, mais aussi de développer au niveau européen des garanties spécifiques pour certaines populations particulièrement vulnérables, comme les migrants.

Si les questions de santé doivent évidemment être intégrées à toutes les politiques sectorielles (réglementation de la publicité, transport, énergie, climat, éducation, etc.), **l'Europe ne peut se passer d'un commissariat dédié à la santé**. Ce commissariat maintiendrait également son périmètre adapté aux positions françaises (« one health ») au travers des questions (i) de santé publique, (ii) de sécurité alimentaire, (iii) de santé animale.

Un commissaire à la santé plus impliquée sur la santé mondiale

Au-delà de l'appui aux efforts déployés par les pays de l'Union pour protéger et améliorer la santé de leurs citoyens et pour garantir l'accessibilité, l'efficacité et la résilience de leurs systèmes de santé, nous pensons que la commission pourrait également jouer un rôle plus important sur la scène internationale. Il serait naïf de penser que les problèmes de santé s'arrêtent aux portes de l'Europe et il est aujourd'hui nécessaire d'avoir une vision globale sur ces questions.

L'environnement international est aujourd'hui incertain (États-Unis, Brésil, montée des populismes et remise en question du multilatéralisme) et il est important que l'Europe porte davantage sur la scène internationale les valeurs et les priorités de l'Union européenne en matière de santé mondiale⁵.

Non seulement la santé mondiale doit devenir un sujet plus important au niveau européen, mais il est important de faire entendre cette voix au sein des instances de gouvernance des organisations internationales, où l'Union est parfois membre (OMC, Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ou GAVI, par exemple), parfois seulement observateur comme dans les organismes des Nations Unies (notamment OMS).

Le commissaire européen à la santé devrait recevoir un mandat élargi pour élaborer et diffuser la position de l'Union, en étroite collaboration avec le commissaire à la coopération internationale et au développement, ainsi qu'avec le commissaire à la recherche, à la science et aux innovations.

⁵ Ces trois priorités sont de renforcer la couverture universelle en santé, d'assurer une gouvernance de la santé mondiale démocratique et inclusive, et d'investir dans la recherche qui profite à tous.

ANNEXE 1 : Présentation de Santé mondiale 2030

Santé mondiale 2030 est un groupe de réflexion indépendant qui réunit depuis 2016 des personnalités impliquées depuis longtemps sur les questions de santé mondiale. Il inscrit ses réflexions dans le cadre des Objectifs du développement durable.

NOTRE ENGAGEMENT

La France est l'un des plus gros pourvoyeurs de financements internationaux en santé mais son influence dans les instances internationales et les plateformes de partenariats en santé reste limité.

Nous sommes convaincus que la France n'est audible et écoutée dans les arènes internationales de la santé mondiale que lorsque ses acteurs parviennent à porter un message fort et cohérent, structuré autour d'objectifs clairs et stables, porté par des valeurs qui sont attachées à l'histoire de la santé en France

*Notre objectif est de **formuler des recommandations** sur la politique de la France en matière de santé mondiale et de **mobiliser tous les acteurs** pour que les enjeux sanitaires s'imposent comme un axe stratégique de l'aide internationale française*

AUTRES NOTES

- 1- [Livre blanc sur la santé mondiale](#)
- 2- [Manifeste : Notre vision de la santé mondiale](#)
- 3- [La santé est une priorité pour le Sahel](#)
- 4- [Redonner du souffle à la lutte contre la tuberculose](#)
- 5- [La tisane de feuille d'Artemisia peut-elle contribuer à l'élimination du paludisme ?](#)
- 7- [Contribution à la prochaine Conférence de reconstitution du Fonds mondial](#)
- 8- [Le dispositif institutionnel français en matière de santé mondiale](#)
- 9- [ONUSIDA : quels enjeux, quel futur ?](#)

NOS MEMBRES

Santé mondiale 2030 regroupe des personnalités impliquées depuis longtemps dans la santé mondiale : Françoise Barré-Sinoussi, Paul Benkimoun, Michel Cot, Sana de Courcelles, François Dabis, Annabel Desgrées du Lou, Jean-François Delfraissy, Éric Fleutelot, Frédéric Goyet, Mathieu Lamiaux, Michel Kazatchkine, Marie-Paule Kieny, Lélío Marmora, Benoît Miribel, Olivier Nay, Louis Pizarro, Anna-Laura Ross, Benoît Vallet. Stéphanie Tchiombiano en est la coordinatrice.

Notre vision de la Santé mondiale

La santé mondiale est un **droit fondamental** de la personne. Elle est aussi un **bien commun mondial**. L'accès universel à la santé et la construction de système de santé pérennes sont des enjeux centraux de **développement humain**, de l'économie et de la **lutte contre la pauvreté**, ainsi que de la **sécurité**. Ils contribuent dès lors de façon décisive au **développement inclusif des sociétés** et à la paix.

Les enjeux sanitaires sont complexes et appellent à des **visions stratégiques de long terme** pour relever les défis posés par la mondialisation, l'intensification des échanges humains, les transitions démographiques ou le changement climatiques.

